

## Ce politique invisible qui trame notre quotidien

*Pour les discréditer, qualifier de “politisés” ou de “militants” des discours plus ou moins critiques à l’égard de décisions politiques est une méthode fréquemment utilisée. La posture apparemment dépolitisée de la décision publique invoque l’autorité du suffrage ou de “la science” (économique ou dure), toutes deux posées alors comme indiscutables sans en peser les colorations.*

*Parallèlement mais dans un tout autre registre, nos vies sont toujours plus dépendantes d’objets techniques de plus en plus complexes dont l’origine des matières, technologies et composants, tout comme les procédés de fabrications, sont toujours moins accessibles ou transparents car de provenances toujours plus mêlées et lointaines par pragmatisme économique des chaînes de valeur toujours plus complexes faites d’interdépendances (spécialisation / mondialisation / baisse des coûts).*

*Ces deux effets ont en commun de rompre certaines continuités et localités qui nous donnaient accès à un plus grand pouvoir sur nos vies tout en leur conférant une plus grande résilience et une certaine polyvalence individuelle qui existait dans les populations occidentales il n’y en a pas si longtemps. Sans condamner ce fait par ailleurs pourvoyeur de bienfaits pour autant qu’on le choisisse vraiment et démocratiquement en toute connaissance de causes et d’effets, il importe pour tout citoyen de l’interroger en ces temps ou le retour sur Terre [4] imposé par les bouleversements climatique et de biodiversité appelle une solidarité que tous - dont les plus riches- ne semblent pas vouloir nourrir.*

### Repolitiser..

Dans une séquence vidéo aperçue sur le net <sup>1</sup>, on voit un soignant portant des revendications sur les moyens de l’hôpital qui se voit répondre par le président de la République : “vous êtes très politisé vous”. Indépendamment du fond, cette réplique frappe dans sa forme en ce qu’elle contourne la question tout en individualisant la personne dans une remise en question unilatérale. Cette esquivance de l’homme *politique* laisse accroire ainsi que ses décisions -elles- ne seraient pas politisées, que le paradigme économique qui pilote ses choix n’est pas discutable tant il relève de la *raison* pour laquelle un peu de pédagogie suffira tandis que le fond en resterait vérité non négociable.

Dans l’ouvrage collectif *Confiner la démocratie* [6] qu’elle dirige, à travers diverses contributions portant sur des sujets sanitaires et environnementaux, de politique locale, européenne ou de développement (entre autres <sup>2</sup>), Cécile Robert propose “d’identifier les principales caractéristiques de la dépolitisation, et surtout d’en déplier les processus (...) [ d’] en illustrer toute la portée heuristique pour éclairer la fabrique de l’action publique contemporaine et les modalités de sa mise en débat démocratique.” (p17).

La *dépolitisation* ainsi observée est “ une construction sociale donnant ou refusant une signification politique aux actions et comportements”. C’est une dynamique visant à sortir l’action publique de l’arène politique et tendant à automatiser les décisions. Elle contourne le débat public et invisibilise les enjeux sous jacents par une technicisation croissante des procédures légitimée par l’expertise et la judiciarisation. Ce livre propose de tenter de *dissocier tout enjeu de sa présentation* : cette dernière ne serait pas naturellement dépolitisée quand bien même elle serait présentée par une autorité qui souhaite l’appréhender comme telle pour dépassionner le débat (et user de son pouvoir ?).

*“les entreprises de dépolitisation (..) sont d’abord politiques au même titre que les actions publiques qu’elles travaillent à faire advenir ou à délégitimer. Et ce pour la raison qu’elles visent, à travers elles, à consolider ou transformer la distribution des ressources matérielles et symboliques, et l’organisation des rapports de pouvoir à l’échelle d’une société. (..) [la dépolitisation est politique en ce qu’elle] tend à en modifier les modalités d’exercice, à le déplacer ailleurs que sous le regard du citoyen, à confiner la démocratie.” [6] p 21*

Sans entrer dans le détail de ces analyses qui bien que traitant de situations très différentes trouvent des points d’analyse convergents, on pourra souligner que cette exclusion des “questions délicates” du processus politique, si elle n’est pas inhérente au tournant néolibéral (cf. conclusion p 270), en garde des marqueurs.

Outre qu’elle pousse globalement à la privatisation (santé, éducation, solidarités diverses), la dépolitisation porte une dé-responsabilisation de l’Etat sur l’individu, transformé en cause et solution de presque tous les problèmes. Elle tend à éviter le processus démocratique dans sa conflictualité pour *préférer des solutions consensuelles* ne mettant pas en cause l’ordre social. Elle formate le comportement des acteurs renvoyés à leurs rôles respectifs présumés (expert, administration, population) pour qu’ils n’en sortent -surtout- pas, occultant “la dimension

1. encore visible ici en 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=903TtL99J-g>

2. sommaire et aperçu : <https://www.septentrion.com/FR/livre/?GCOI=27574100025380>

*proprement créatrice de leur travail, les choix en valeurs et les arbitrages qu'elle implique*" (p 272). Elle catalyse même l'apolitisme des élus "sans étiquette" au nom du bien commun mais aussi de leur stratégie de positionnement consensuel dont les bénéfices politiques immédiats sont plus évidents.

## ..un quotidien politique

Cette *politisation* de notre environnement administratif et économique reparait sous d'autres traits dans l'organisation matérielle de nos sociétés, de nos infrastructures et services, comme dans les objets et instruments qui envahissent et formatent notre quotidien.

La manufacture des objets du quotidien est ainsi toujours plus complexifiée et anonymisée (chaîne de production, matériaux, composition avec des molécules artificielles aux propriétés toujours plus techniques mais plus ou moins toxiques et polluantes, complexité et bilan carbone et humain de l'acheminement, etc.).

Cette fabrication est invisible autant qu'ininterrogée pour chacun : personne ne sait plus comment, ni où, furent fabriqués - par exemple - le matelas sur lequel il dort ou les briques de sa maison, contrairement à nos arrière-grands-parents ou à certaines populations non occidentalisées, comme l'évoque avec poésie Geneviève Pruvost en introduction de son livre *Quotidien politique* [5].

Dans cette longue enquête de terrain (sur dix années) elle explore et analyse les alternatives écologiques contemporaines, encore parfois perçues comme marginales, susceptibles de refonder (et non de restaurer) ces résiliences perdues du quotidien. En effet, quelle serait notre durée de survie en ville en cas de rupture de la chaîne d'approvisionnement des grandes surfaces et quelles solidarités pourrait-on bricoler sans préparation ni liens en cas de brusque pénurie ?

La "résilience", concept à la mode dans le cadre de gouvernementalités qui renvoient trop souvent à la responsabilité individuelle et à des comportements normés (par exemple par temps de pandémie), est ici revisitée. Ces résiliences sont nouvelles en ce qu'elles sont, en partie du moins, débarrassées des inéquités colonialistes d'une part et des asservissements divers propres à la "vie de village" (normalisation des conduites par la crainte du "qu'en dira-t-on", absence d'intimité et de liberté). En ce qu'elles se fondent sur des solidarités locales mais aussi une certaine mobilité favorisée par simplicité d'accueil entre pôles de vie "alternatifs" parfois très éloignés (villages, hameaux, maisonnées, ZAD, yourtes etc.) mais ne renonçant pas aux outils de communication "modernes" (internet, réseaux sociaux, covoiturage), contrairement à l'acception commune que l'on peut avoir de "la vie à la campagne" souvent perçue comme reculée, peu mobile, enclavée voire "attardée".

La domesticité s'y voit ainsi réhabilitée comme terrain de coopération (atelier, jardin, conserves, cuisine, travaux et collaborations diverses donnant lieu à partage d'expérience dans un temps choisi et maîtrisé..) restaurant une forme de *bien vivre* d'un collectif doté d'outils de dynamique sociale et de démocratie permettant de gérer autant qu'il se peut les difficultés de ces interdépendances avec intelligence : "*C'est dans la matérialité de gestes qui ne s'abstraient pas de la matière que s'éprouve l'interdépendance, créatrice d'entraide*" [5] p 337

Ainsi cette matérialité ré-éprouvée du monde "*change la donne : la matière s'anime. Dans son halo surgit une multitude de mains, de micromilieus, d'outils, de trajets qui lui ont donné sa forme.*" [5] p 323.

Il ne s'agit pas d'idéaliser ici une vie encore à première vue difficile et factuellement inaccessible aux citoyens lambda (ne serait-ce que pour une raison de nombre), mais d'y scruter ce qui pourrait re-politiser nos vies dans les choix de leurs travaux, de leurs actes, de leur temps et de leurs matérialités. Si "faire soi-même" (son jardin, sa maison, ses outils, son dentifrice ou plus simplement sa cuisine) n'est pas une fin en soi et n'est pas donné à tout le monde (il faut le vouloir un peu), reprendre contact avec ce réel évaporé de nos vies modernes peut être une école où le quotidien s'invite, où la matérialité du monde se raccroche au *politique* de nos vies. Tout le contraire d'une robinsonade ou d'un stage survivaliste, dans ces démarches alternatives, le collectif -donc le politique- préside.

*"Ainsi conçue, la matière permet de superposer dans un même élan le travail de l'homme laborant (qui accomplit des tâches cycliques de satisfaction des besoins), la créativité de l'homo faber (inventif, qui s'inscrit dans la durée) et l'action politique qui met les êtres humains en lien sans la médiation de la matière et des objets [1]. Ces trois fonctions sont ici superposées : la vie même, dans toutes ses composantes, devient un bel ouvrage et le moindre geste, une occasion de politisation<sup>1</sup>."* [5] p 315

L'interdépendance économique établit ainsi une coopération entre habitants (municipalisme, voir p 221) au lieu d'une autosuffisance, permettant au passage une pacification des relations. La démarche *bioregionaliste* (p 223) de relocalisation de l'activité économique (sans développement industriel) catalyse la prise de conscience des interdépendances et enjeux environnementaux de toute activité :

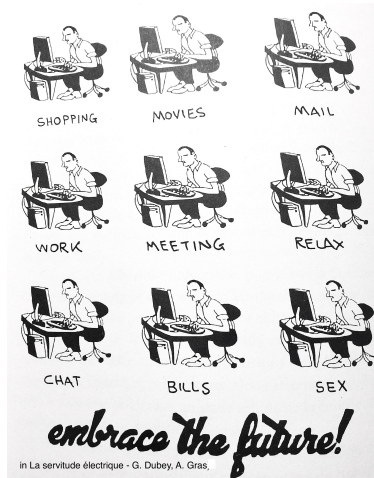
---

1. Vivre et travailler autrement : <https://journals.openedition.org/terrain/15068>

*“Le travail, ainsi repensé, sort du paradigme de l’exploitation, pour relever de l’intérêt collectif en ce qu’il permet d’accéder à un savoir territorialisé (...). Les agriculteurs deviennent les véritables producteurs du paysages agraire, porteurs d’une éthique et d’une esthétique.” (p 228)*

Là où : *“l’industrialisation ne peut pas produire de l’écoute du territoire”.*

## Des servitudes



Mais comment peut-on alors envisager raisonnablement (terme *politique*) un tel basculement après deux siècles d’industrialisation par ailleurs extractiviste forcenée, dont les gains d’échelles et de puissance sont considérables autant que structurants de nos sociétés, sans plonger dans un certains chaos ?

La débauche énergétique entamée depuis 200 ans qui nous plonge dans une bulle d’ébriété “hors sol”, au prix d’une désintégration rapide de notre milieu de vie de plus en plus mesurée et aux causes bien documentées, a permis cette complexification croissante et sans fin et cette mise à distance de chacun dans nos prisons électro-numériques [2] dopées à l’innovation (destruction créatrice assurant la croissance censée lutter contre le chômage “non structurel”...) où chaque “progrès” cache derrière des promesses d’émancipation des impacts environnementaux toujours plus importants, une consommation d’énergie et de matière toujours plus grande et une dé-liaison sociale affligeante doublée d’une gouvernementalité par les algorithmes<sup>1</sup>.

Si la critique de la technoscience portée en creux par ce “retour à la terre” épris de *lowtech* est parfois perçue comme obscurantiste, il convient de préciser en quoi la technologie n’est pas la science : la méthode scientifique produit des énoncés formalisés inscrits dans un édifice théorique validé et relève d’une véridicité indiscutable en ce qu’elle admet la *réfutabilité*<sup>2</sup> là où la technologie, partant de ces mêmes énoncés modifie l’état du monde en y introduisant de nouveaux objets dont les critères de jugement ne sont plus la véracité mais l’utilité, l’esthétique, le danger, le coût, le confort, etc : toutes choses dépendant du lieu, de l’époque et de la culture, elle-même aussi en partie induite par l’environnement technologique.

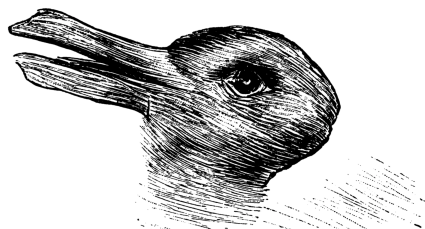
Un objet n’est pas vrai ou faux puisqu’il n’est pas un énoncé même s’il peut en formater la forme future : un résultat d’expérience peut être exprimé en fonction de l’appareillage qui l’établit. Mais confondre une technique avec la science dont elle est issue la pare d’une autorité dont elle ne peut légitimement disposer :

*“la grossièreté étant alors de faire prendre certains objets- par exemple une plante génétiquement modifiée ou un réacteur nucléaire - pour des “canards-lapins”, à savoir des objets scientifiques dont la perception varie selon le regard de l’observateur.”*

[même si] *“un réacteur nucléaire ou une plante génétiquement modifiée peuvent servir à produire de la connaissance.(...) les objets industriels et commerciaux sont susceptibles d’une multitude de jugement possibles. Leur diffusion au sein de la société constitue un choix, avec toutes les bifurcations et éventuellement l’arbitraire que cela implique.”* [3] p112-113

1. cf. travaux d’A.Rouvroy : <https://unamur.academia.edu/AntoinetteRouvroy>

2. Les scientifiques admettent la validité d’un paradigme pour autant que reste toujours ouverte et encouragée la possibilité de le soumettre à un examen critique jusqu’à le mettre en défaut, ou pas. Sans ce consensus fonctionnel de base, la science serait impossible et ne pourrait avancer avec assurance, mais il impose ré-interrogation et validation permanentes par l’expérience et par les pairs.



Plus en amont encore de cette nécessaire critique du *techno-solutionisme*, une lecture, un peu plus écrasante, peut être faite qui interroge le formatage de notre monde par notre passé industriel et énergétique et remet beaucoup de choses en questions (trop ? mais ça se discute). Ainsi *“La servitude électrique, du rêve de liberté à la prison numérique”* [2] est un remarquable parcours pédagogique et documenté sur l'histoire de l'électricité et de ses applications. Même si ses auteurs, Gérard Dubey et Alain Gras, y ont un discours que je trouve plutôt affligé qui donne difficilement des pistes. Cependant en toute fin de leur ouvrage, ils ouvrent une porte de sortie à cet épuisement qui nous saisit tous aussi devant la folle servitude électronique et énergétique qui s'est emparée de nos quotidiens :

*“Ce qui est sur le point d'être découvert, ou redécouvert (...) s'énonce comme une absolue banalité : la vie sociale (...) est un sol bien plus solide et sûr que la promesse de la fée électricité d'une sécurité “sans effort” ni obligation.”* [2] p 338.

Ainsi donc nous revoilà au point de départ : ce terrain du politique responsable du lien social ou plutôt établi par lui. Ce politique dont on voudrait nous faire croire qu'il n'y a plus lieu de s'en inquiéter puisque les *experts* s'en occupent. Ce politique à reconquérir chaque jour dans le maintien des liens sociaux par l'équité dans le partage des richesses, la mixité sociale, le soutien aux associations, l'éducation populaire, le développement pour tous d'une véritable culture de participation (militante) syndicale et politique : interrogeant nos gestions des communs et confrontant les idéologies puisqu'elles nous traversent même quand on ne veut pas les voir. La ruse suprême étant - on l'a vu- de nous faire croire que le “bon discours” est dénué d'idéologie, alors qu'il en est une énorme à lui tout seul.

Là même où la dépolitisation bat son plein, re-surgit la nécessité de gérer la sobriété, la simplicité et la relocalisation comme la maîtrise des chaînes d'approvisionnement et de fabrication de nos objets et nourritures du quotidien. Un quotidien nécessairement politique et qu'il faut donc re-politiser : dans l'inter-action des individus et des collectifs avec la matière et le vivant, dans les interdépendances qui n'ont jamais cessé et se manifestent toujours plus à nous plus ou moins violemment, et dont il nous appartient de déplier ensemble le *logos*, celui de notre maison *oïkos* : l'éco-logie.

*“Il ne s'agit pas d'en appeler à réactiver le temps des rouets, y compris en permutant les rôles de genre, mais d'inviter à poser sur la table l'éventail d'outils et de subsides avec lequel se pensent et s'enclenchent les mutations politiques.”*

Geneviève Pruvost, [5] p 329

## Références

- [1] Hannah ARENDT. *Condition de l'homme moderne*. Calmann-Lévy-Agora-pocket, 1961-1994.
- [2] Gérard DUBEY et Alain GRAS. *La servitude électrique*. Anthropocène -Seuil, 2021.
- [3] Alain GRANDJEAN et Thierry LIBAERT. *Quelles sciences pour le monde à venir ?* Odile Jacob, 2020.
- [4] Bruno LATOUR. *Où atterrir ?* La Découverte, 2017.
- [5] Geneviève PRUVOST. *Quotidien politique*. La Découverte, 2021.
- [6] Cécile ROBERT. *Confiner la démocratie*. Septentrion, 2021.